



Mediator : ce que le rapport de l'IGAS ne nous dit pas

Le rapport de l'IGAS sur le scandale du Mediator est remarquable par la qualité de son travail de documentation, d'investigation et de synthèse. Il accable le laboratoire Servier, l'Afssaps et les conflits d'intérêts entre les experts et les laboratoires.

Mais les inspecteurs n'ont vu que la partie la plus visible de l'iceberg : leur enquête ne couvrait que le champ administratif ; ils n'ont pu interroger ni les responsables politiques ni les représentants des laboratoires.

Le CH-FO demande au Président de la République et au gouvernement de donner à la justice les moyens d'enquêter sur toutes les responsabilités dans ce scandale criminel.

- La proximité entre le pouvoir politique et l'industrie pharmaceutique, est connue de longue date. Et, de toute évidence, les pouvoirs publics ont donné leur feu vert à un médicament qui tue.
- Le pouvoir politique est coupable d'avoir laissé perdurer des dysfonctionnements qui lui avaient été pourtant signalés à plusieurs reprises, notamment par trois rapports administratifs dont un de la Cour des comptes.

Rappelons que jusqu'à 5 millions de Français ont pris pendant 30 ans du Médiator et que ce dernier est accusé d'être à l'origine de la mort de 500 à

2000 personnes et d'avoir provoqué de graves lésions cardiaques chez des milliers d'autres. 116 plaintes ont été déposées à ce jour.

La question qui est posée va bien au-delà de la politique du médicament, c'est toute la politique de santé en France qui doit être interrogée :

- La collusion des pouvoirs, la cupidité, la voracité de l'argent,
- Le rôle des visiteurs médicaux,
- L'absence de régulation publique forte de l'industrie pharmaceutique,
- Le mode de rémunération des médecins libéraux qui contrairement à d'autres pays d'Europe, ne repose que sur le paiement à l'acte,
- L'insuffisance criante de financement de la recherche médicale, de la formation initiale et continue, qui conduit à des dérives connues de tous,
- Une politique hospitalière qui, avec la loi HPST, est devenue complètement déséquilibrée, faisant la part belle aux cliniques privées à but lucratif,
- Sans oublier les nombreux conflits d'intérêts entre secteur privé et public au sein même des établissements publics ...

La communauté hospitalière doit avoir le courage de dénoncer ces dérives de la politique de santé en France.

A défaut de le faire haut et fort, les scandales se retourneront contre elle. Car il sera toujours plus facile aux pouvoirs publics de rechercher des boucs émissaires que de se remettre eux-mêmes en cause.

On l'a vu récemment avec les instructions ministérielles qui visaient à désigner les directeurs d'hôpital comme des délinquants

financiers en puissance : cela pour leur faire porter le chapeau d'une politique hospitalière qui va dans le mur.

Le CH-FO agit pour les valeurs de raison, de respect et d'intérêt général.

Voir toutes nos informations sur notre site web <http://www.chfo.org>